

L'OEA s'est également lancée dans une mission diplomatique dirigée par les ministres des Affaires étrangères de trois pays membres qui ont effectué de nombreux déplacements et qui ont travaillé avec acharnement pour trouver un moyen pacifique d'assurer ce transfert de pouvoirs. Il est regrettable mais évident que cette solution pacifique s'est soldée par un échec.

Comme nous le savons tous, il a eu récemment un coup d'Etat manqué. Les événements de la semaine dernière étaient particulièrement inquiétants pour tous les députés et pour beaucoup d'entre nous, notamment lorsque le général Noriega a déclaré que Panama était, pour reprendre ses paroles, en "état de guerre" avec les Etats-Unis.

Après cette déclaration unilatérale du général Noriega, des Américains en garnison à Panama en vertu d'un traité ont été harcelés, un soldat américain qui n'était pas de service a même été tué et sa famille menacée.

Il importe de souligner deux choses qui distinguent la situation à Panama de ce qui pourrait se passer ailleurs dans le monde. Premièrement, la présence des Etats-Unis dans ce pays est le résultat d'un traité et non d'une occupation. Les troupes américaines ne se sont pas invitées elles-mêmes; elles sont là en vertu d'une entente légale, d'un traité international. Elles ont le droit de s'y trouver et d'être protégées pendant leur séjour. C'est l'une des raisons pour lesquelles la situation à Panama aujourd'hui est différente.

Je voudrais souligner un deuxième fait, à savoir qu'on a eu recours à des solutions pacifiques et qu'elles ont échoué. En fait, ce qui est remarquable, c'est que le gouvernement Bush consente pendant si longtemps à mettre tous ses espoirs dans la médiation, dans les négociations, dans les méthodes pacifiques. La réponse à cela a été la déclaration du général Noriega qui a annoncé unilatéralement l'état de guerre, le meurtre d'un Américain qui y était en garnison et n'était pas de service et enfin des menaces contre des Américains qui avaient le droit d'être là et d'être protégés pendant leur séjour dans ce pays.

Le gouvernement du Canada a publié aujourd'hui, en mon nom, une déclaration qui porte essentiellement sur deux points. Le premier est que le gouvernement déplore l'usage de la force par les Etats-Unis au Panama, mais comprend et approuve la décision des Américains dans ces circonstances, en particulier étant donné l'inquiétude légitime de ces derniers face à l'escalade des menaces subies par les citoyens américains au Panama qui ont le droit d'y être et d'être protégés.